

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Deux sérieux avertissements pour Manuel Valls

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : samedi 12 juillet 2014

Démocratie & Socialisme

La politique menée par Manuel Valls a subi deux sérieux avertissements le mardi 8 juillet : le premier à l'Assemblée Nationale, le second lors de la « Conférence sociale. »

Non ! 35 abstentions ce n'est pas « un recul » mais un sérieux avertissement ! Contrairement à ce que dit Jean-Marie Le Guen...

À 272 « pour » et 234 « contre » , si les députés socialistes « frondeurs » avaient fait le choix de voter « contre » la loi rectificative de financement de la Sécurité sociale, avec les députés EELV, le texte du gouvernement n'aurait pas obtenu la majorité.

Le 29 avril, 41 députés socialistes s'étaient abstenus de voter le programme de stabilité de Manuel Valls. 35 députés se sont abstenus, le 9 juillet : une différence de 6 voix. Mais parmi ces 6 voix, il y a celles des 3 ministres de Jean-Marc Ayrault, de retour dans l'hémicycle (Alain Vidalies, François Lamy et Philippe Martin) alors que, le 29 avril, leurs suppléants qui siégeaient alors à l'Assemblée (Florence Delaunay, Jérôme Guedj et Franck Montaugé) avaient choisi de s'abstenir.

Et, surtout, cela n'est pas du tout la même chose de s'abstenir lors du vote d'un texte de politique générale que de s'abstenir lors du vote de la loi rectificative de financement de la Sécurité sociale. C'est, en fait, une nouvelle étape qui vient d'être franchie par les « frondeurs ».

Ceux qui les menacent ou tentent de minimiser leurs votes devraient, au contraire se rendre compte que la majorité ne tient plus qu'à un fil.

Aujourd'hui, les députés « frondeurs » sont opposés à la politique du gouvernement et ils le disent en parole et en acte. Ils ont cherché à réorienter le projet de loi gouvernemental mais tous leurs amendements ont été rejetés, Manuel Valls restant sourd à toute tentative d'infléchir sa politique.

Ils ont voulu se montrer doublement loyaux. D'une part, en soutenant une autre politique et en choisissant de s'abstenir, ils ont voulu se montrer loyaux envers la gauche et leurs électeurs. D'autre part, en choisissant l'abstention plutôt que le vote contre, ils ont voulu se montrer loyaux envers le gouvernement et la majorité du groupe parlementaire socialiste, malgré les menaces et les pressions.

Mais attention, le gouvernement pourrait être mis en minorité par un vote « contre » commun aux « frondeurs » aux Verts et au Front de gauche.

Le mépris du gouvernement envers ce que proposent les « frondeurs » , ne pourra qu'accentuer le mécontentement populaire au fur et à mesure que l'austérité produira ses effets et que les cadeaux faits au Medef n'apporteront aucun des résultats que Manuel Valls fait aujourd'hui miroiter en termes de croissance, d'investissement et d'emploi, bien au contraire. Les « frondeurs » ne pourront, alors, que se renforcer en défendant le mandat confié par les électeurs en 2012.

Non ! Le refus de siéger ou la sortie de 4 syndicats de la « Conférence sociale » n'est pas anecdotique. C'est, là aussi, un sérieux avertissement ! Contrairement à ce que dit Manuel Valls...

L'Union Syndicale Solidaires avait refusé, d'emblée, de participer à la « Conférence sociale » ; la CGT, FO et la FSU

Deux sérieux avertissements pour Manuel Valls

ont, l'une après l'autre, quitté cette « conférence. » Manuel Valls a aussitôt appelé les députés socialistes à « *ne pas... accorder de portée excessive* » à ces événements.

La CGT, FO, la FSU et Solidaires ont refusé de participer à une négociation sociale bouclée d'avance, le gouvernement ayant cédé à toutes les demandes du Medef avant même l'ouverture de la Conférence : acceptation de discuter des seuils sociaux, pénibilité du travail, travail à temps partiel, absence de toute contrepartie concrète au pacte de responsabilité...

Manuel Valls a même réussi à mettre en porte-à-faux la direction de la CFDT qui avait pourtant apporté son soutien sans faille à la politique de François Hollande.

Laurent Berger, au sortir de cette « conférence sociale », avait beaucoup de mal à expliquer le choix qu'avait fait la direction de la CFDT de ne pas quitter la salle, alors que tout ce qu'elle avait obtenu était remis en cause, sans la moindre gêne, par le patronat.

Elle avait signé la loi sur les retraites en justifiant sa signature par l'instauration d'un compte pénibilité. Le Medef ne veut plus, aujourd'hui, de ce compte et refuse d'honorer sa signature. Manuel Valls a accepté non seulement de différer la mise en oeuvre de ce compte mais aussi d'en vider le contenu puisque ce ne sont plus dix critères de pénibilité qui seront pris en compte mais seulement quatre.

Elle avait signé l'ANI en mettant en avant que le temps partiel (qui touche essentiellement les femmes) ne devait pas être inférieur à 24 heures par semaine. Le patronat refuse d'honorer sa signature et Manuel Valls entérine ce refus.

L'attitude de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, comme les difficultés de plus en plus aigües de Laurent Berger à justifier la politique de la direction CFDT, démontrent pourtant que non seulement le gouvernement de Manuel Valls est en train de se couper de sa base parlementaire et de sa base électorale (les élections européennes, comme l'élection législative partielle de Valenciennes, viennent, malheureusement, de le démontrer) mais qu'il est, aussi, en train de se couper de sa base sociale et syndicale (en 2012, la CGT avait appelé à voter pour François Hollande au second tour) .

François Hollande refuse de changer, immédiatement, de politique et de revenir aux engagements de son discours du Bourget, en janvier 2012. Mais la majorité parlementaire a été élue pour adopter les lois qui mettront en oeuvre ce changement de cap. Cette majorité doit s'affirmer : elle est bien plus large que la majorité actuelle et sera soutenue par toute la gauche politique et sociale.